

Grain de Sable n° 533

23 novembre 2005

MOBILISATION CITOYENNE

Dans ce numéro

1. SERVICES PUBLICS ET AGCS : LA MOBILISATION CITOYENNE POUR SAUVER L'ETAT SOCIAL
Un sondage récent a montré que les Français restaient attachés à leurs services publics. Ils n'en demandent pas moins des transformations car les besoins ont changé et des inégalités se sont creusées au cours des vingt dernières années du fait des politiques néo-libérales mises en œuvre.
par William Gasparini, sociologue à l'Université Marc Bloch de Strasbourg, membre du Conseil scientifique d'Attac

2. DES PROMESSES A LA REALITE, LE LIBRE-ECHANGE PERD SON FARD
« Si l'administration Clinton ne profite pas de l'attitude favorable aux concepts de marché libre et de démocratie dans la région aujourd'hui, les pays d'Amérique latine pourraient devenir de plus en plus sceptiques face aux politiques libre-échangistes des Etats-Unis. Ceci pourrait aboutir à des retours de bâton de type socialistes et anti-démocratiques dans la région », s'inquiétait la Heritage Foundation*, un « think tank » justement créé pour éviter tout « retour de bâton » en éclairant le monde sur l'évidente - et « naturelle » -, supériorité du modèle néolibéral.*
Par Renaud Lambert, journaliste. http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1525

1. SERVICES PUBLICS ET AGCS : LA MOBILISATION CITOYENNE POUR SAUVER L'ETAT SOCIAL

Un sondage récent a montré que les Français restaient attachés à leurs services publics. Ils n'en demandent pas moins des transformations car les besoins ont changé et des inégalités se sont creusées au cours des vingt dernières années du fait des politiques néo-libérales mises en œuvre. Depuis le début des années quatre-vingt, l'Etat est confronté à un chômage structurel élevé désorganisant les milieux populaires ouvriers et transformant les cités HLM en quartiers de relégation (sociale et urbaine). S'y ajoutent les discriminations à l'embauche et au logement, l'échec scolaire mais aussi la délégation de pouvoir aux « grands frères » et aux associations caritatives. Insidieusement, on passe d'une politique d'Etat visant à agir sur les structures mêmes des causes produisant les inégalités à une politique visant simplement à corriger les effets de la distribution inégale des ressources en capital économique et culturel, c'est à dire à une charité d'Etat destinée, comme au bon temps de la philanthropie religieuse, aux « pauvres méritants ». La diffusion d'un modèle du « moins d'Etat » par les nouveaux maîtres à penser (de droite comme de gauche) associée à la disqualification accélérée des formes d'engagement héritées du monde ouvrier (et de ses représentations du collectif, entre autres le militantisme politique et syndical) ont eu pour effet de mettre à mal les solidarités traditionnelles et l'idée même de service public. Dans ce nouvel environnement, à l'exception de quelques associations caritatives ou communautaires, personnes ne peut soutenir personne, de sorte que les chutes sociales ne rencontrent plus les filets de protection d'antan (syndicats, associations, familles, partis politiques …).

Ce discours de dénigrement de l'Etat, intériorisé par nombre de Français et, parmi eux, certains jeunes de banlieue a pu, sous certaines conditions, favoriser le passage à l'acte d'une minorité d'entre eux. Paradoxalement, pour celles et ceux qui n'ont pas de patrimoine (notamment les Français issus de l'immigration), les services publics sont souvent le seul patrimoine dont ils disposent. La violence exercée contre les symboles de d'Etat les plus proches (crèches, écoles, gymnases, postes de police) est à mettre en parallèle avec la virulence du discours des néo-libéraux et des « libéraux-libertaires » contre l'Etat : faisant du libéralisme économique la condition nécessaire et suffisante de la liberté, on assimile l'interventionnisme de l'Etat au « dirigisme » et l'on tient les fonctionnaires pour responsables de toutes les inefficacités et de toutes les rigidités.
Il est alors impossible de comprendre le rapport actuel à la chose publique sans prendre en compte cette conversion collective à la vision néo-libérale et sans replacer les événements dans le processus plus général de démantèlement des services publics dans les banlieues et les zones rurales. Pourtant, la réalisation intégrale de cette domination n'est en rien une fatalité car tous les acteurs ne s'y soumettent pas. Les actions de contestation de la privatisation des services publics mises en œuvre par le gouvernement, l'Union européenne et l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services) convergent pour dénoncer ce même processus de réduction de l'aire d'emprise de l'Etat social. A côté du mouvement social et des altermondialistes, la « main gauche de l'Etat » (selon l'expression de Pierre Bourdieu, « petits » fonctionnaires, maires de village et de « cités-banlieues », travailleurs sociaux, enseignants de ZEP, instituteurs, assistantes sociales… qui ont majoritairement voté « Non » au référendum sur le TCE) s'organise pour dénoncer le désengagement de l'Etat porté par sa « main droite » convertie au culte de la « modernisation » des services publics.

Réunies en Convention à Liège les 22 et 23 octobre 2005, les collectivités locales pour la promotion des services publics ont adopté une résolution afin d'alerter les gouvernements européens, les parlementaires européens, les élus locaux mais aussi les partis politiques, syndicats, associations et habitants. Le 19 novembre, les collectifs de défense et de développement des services publics manifesteront pour défendre et construire l'avenir des services publics en France et en Europe. Ce mouvement d'élus locaux fait suite à la fronde citoyenne de l'automne 2004 : pour rappel, 263 d'entre eux, originaires de la Creuse, ont démissionné pour protester contre la réduction drastique des services publics de proximité (écoles, bureaux de poste, perceptions) dans leur département .

Quelques jours plus tard, ce sont 600 collectivités territoriales (régions, départements, agglomérations, villes) qui ont dénoncé l'AGCS. Négocié à l'insu de leurs représentants dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), cet accord libéralise le plus largement possible les activités de services. S'il est finalisé, nos collectivités ne pourront plus assurer un certain nombre de services publics ni subventionner des activités qui seraient en concurrence avec celles du marché (restauration scolaire, distribution de l'eau, crèches, etc.). Réunis en assemblée générale à Bobigny en novembre 2004, la majorité des édiles de ces collectivités se sont déclarés symboliquement « zone hors AGCS ». D'autres les ont rejoint depuis pour demander un moratoire sur ces négociations et l'ouverture d'un débat national sur l'AGCS. Enfin, le dernier congrès de l'Association des Maires de France (AMF) a été l'occasion pour de nombreux maires de communes rurales en colère de dénoncer la suppression de nombreux postes de fonctionnaires d'Etat.
L'AGCS sera à nouveau sur la table des négociations lors de la prochaine conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Hongkong du 13 au 18 décembre 2005. Les Etats membres de l'OMC (dont l'UE) devront « offrir » toujours plus de services à la libre concurrence (transports, poste et messagerie, environnement, distribution, éducation …). En prônant la libéralisation sans limite des services publics dans l'Union européenne, la directive Bolkestein ne fait qu'appliquer les principes de l'AGCS. Le report de son examen par le Parlement européen en janvier 2006 est un sursis à mettre à l'actif des mobilisations récentes du mouvement social. C'est dans ce sens aussi que la déclaration commune du 12 octobre de la CGT/CFDT/CFTC/UNSA réaffirme « la nécessité d'une directive cadre sur les services d'intérêt général (SIG) qui les définisse en conformité et à partir de la Charte des droits fondamentaux adoptée à Nice en décembre 2000 ». Des services de qualité accessibles à tous sont bien un élément essentiel de cohésion sociale, partie prenante du modèle social européen.

Le démantèlement de l'Etat social et les privatisations au niveau français associés à l'ouverture à la concurrence, conduite aux niveaux européen et mondial, constituent les modes majeurs d'attaque contre les services publics. Si nous voulons une véritable Europe sociale au service de tous, la première mesure consiste à affranchir les services publics des règles de la concurrence. Le service public doit participer au dynamisme de l'économie, en favorisant la croissance durable et la création d'emplois. Ainsi, il pourra jouer son rôle essentiel pour assurer la cohésion sociale et territoriale et permettre un renforcement des solidarités nationales.

L'histoire des services publics s'est construite à partir de confrontations entre les aspirations des populations et les exigences économiques exprimées dans les luttes sociales, inscrites dans les conceptions de l'Etat républicain. Dans le contexte d'une Europe que l'on nous promet libérale, nous devons être conscients du caractère d'exception des services publics et nous mobiliser pour perpétuer leur mission. Ils doivent redevenir l'instrument de l'intérêt général et faire l'objet de luttes sociales pour une réelle démocratisation. Ce n'est qu'à cette condition que les services publics seront la conscience réflexive d'une société fidèle à l'idéal républicain.

par William Gasparini
Sociologue à l'Université Marc Bloch de Strasbourg, membre du Conseil scientifique d'Attac

2. DES PROMESSES A LA REALITE, LE LIBRE-ECHANGE PERD SON FARD

« *Si l'administration Clinton ne profite pas de l'attitude favorable aux concepts de marché libre et de démocratie dans la région aujourd'hui, les pays d'Amérique latine pourraient devenir de plus en plus sceptiques face aux politiques libre-échangistes des Etats-Unis. Ceci pourrait aboutir à des retours de bâton de type socialistes et anti-démocratiques dans la région* »[1], s'inquiétait la Heritage Foundation, un « think tank » justement créé pour éviter tout « retour de bâton » en éclairant le monde sur l'évidente - et « naturelle » -, supériorité du modèle néolibéral[2].

---

[1] Michael G. Wilson, « **Building on the NAFTA : Forging a Free Trade Agreement** », *Backgrounder #991*, Heritage Foundation, 27 juin 1994.
[2] Lire à ce sujet Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Fayard, Paris, 2005.

Sa critique - assurément injustifiée -, selon laquelle le président démocrate avançait « *au ralenti sur la promotion du libre-échange dans les Amériques* »[3] témoigne, de façon presque touchante, de l'anticipation fébrile des hérauts de l'ultralibéralisme, comptant les heures les séparant de « la fin de l'histoire » comme de jeunes enfants les jours qui précèdent Noël. Ces rejetons gâtés du « toujours plus » n'avaient pourtant pas à se plaindre de Bill Clinton. Très rapidement, celui-ci s'était en effet trouvé à l'aise dans son costume de « commis-voyageur » représentant les intérêts des multinationales de son pays. Fier du travail accompli, il pourrait ainsi se vanter, le 25 janvier 1994 lors de son discours sur l'Etat de l'Union, du fait que « *Depuis un an (...) nous avons fait plus pour ouvrir les marchés mondiaux aux produits américains qu'à aucun moment au cours des deux dernières générations.* »

Et pourtant, le quatrième sommet des Amérique qui se tenait à Mar del Plata, en Argentine, les 4 et 5 novembre 2005 et qui devait s'inscrire dans la continuité du processus d'expansion du libre-échange à travers les Amériques, aura fait la démonstration qu'une bonne part des pays d'Amérique latine - et la très grande majorité des peuples de la région -, sont aujourd'hui plus que « *sceptiques* » face aux politiques libre-échangistes mitonnées à Washington. Dans les salons feutrés où se réunissaient les chefs d'Etats, l'on s'accorda pour dire que le projet d'une Zone de libre-échange des Amériques[4] - un marché de 800 millions de personnes à travers 34 pays -, était « ajourné ».

On eut pu dire « déchiqueté », « laminé » ou « mis en pièce » au regard des manifestations monstres de protestation contre le dernier avatar de la politique d'impérialisme économique des Etats-Unis et son porte-parole - l'euphémique George W. Bush -, qui déclara le processus « *en panne* »[5]. Avec le bloc du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay)[6] et son « invité » le Venezuela fermement opposés au projet, le navire amiral de l'offensive nord-américaine contre la souveraineté économique et politique des pays de son « arrière-cour » rencontra plus qu'une simple « panne » de vent : il sombrait dans les eaux profondes de la contestation... en pleine « Mer d'argent »[7] ! Sans ambages, le président vénézuélien Hugo Chavez - qui défilait en tête des cortèges des manifestants -, enfonça les clous qui scellaient le cercueil du projet moribond en annonçant : « *Mar del Plata sera la tombe de l'Alca* »[8].

Que s'était-il passé ? Le scénario n'était-il pas des plus roses ? D'un côté des frontières, on avait tout à gagner, de l'autre... on avait tout à gagner ! Les prophètes avaient parlé : « *Un commerce libre et élargi bénéficie à tout le monde - aux Américains*[9] *comme aux non-Américains* ». Tout y était : « *de meilleurs emplois, avec de plus gros salaires, dans des marchés plus compétitifs* », mais aussi « *un plus grand choix de produits et d'intrants, à des prix plus bas* »[10]. Qui a dit que le Paradis sur Terre n'était pas à portée de main ?

Dans les colonnes de l'organe de diffusion de la doxa néolibérale, le *Wall Street Journal*, le président du conseil d'administration et directeur général de la New York Life Insurance Company (une société impliquée dans une affaire de corruption et de lobbying pour remporter des marchés publics[11]), expliquait le 9 août 2005 que la ZLEA « *pourrait représenter*

---

[3] Michael G. Wilson, *op. cit.*

[4] ALCA en espagnol et FTAA en anglais.

[5] « **Bush leaves rocky summit with nothing lost, little gained** », *USA Today*, 5 novembre 2005.

[6] [NDLR] Le Mercosur, créé en 1991, est une zone régionale de coopération économique du cône Sud (marché du cône Sud) qui rassemble le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay.

[7] Traduction littérale de *Mar del Plata*.

[8] Lamia Oualalou, « Bush échoue à séduire les Latino-Américains », *Le Figaro*, 7 novembre 2005.

[9] Par « américains », sont en fait désignés ici les habitants des Etats-Unis, par un raccourci de langage devenu commun, mais qui n'en reste pas moins révélateur d'un état d'esprit. Les « non-américains » auxquels il est fait référence plus loin sont de fait tout autant « américains » que les habitants des Etats-Unis, puisqu'il est ici question du projet de Zone de libre-échange *des Amériques* ! Pour notre part, nous reprenons le terme adopté par Maurice Lemoine, celui d'« *"étatsunien", plus conforme à la réalité et traduction littérale du mot employé en Amérique latine :* estadounidense. » (*Amérique centrale, les naufragés d'esquipulas*, L'Atalante, Nantes, 2002).

[10] Audition devant le sous-comité sur l'Hémisphère occidental du Comité sur les relations internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis, première session, le 12 juillet 2001.

[11] Voir le site http://fr.transnationale.org.

jusqu'à 130 milliards de dollars US de croissance économique pour les Etats-Unis, le Canada et l'Amérique latine ». Il n'expliquait pas quelles tranches de la société bénéficieraient de cette manne. Cela allait de soit pour qui savait entendre... et ceux-là entendaient d'autant mieux que la musique était connue. Par cœur...

Déjà, au moment du lancement du petit frère de la ZLEA, l'ALENA (accord de libre-échange signé entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique et entré en vigueur le 1er janvier 1994)[12], la douce sérénade vantant les mérites du libre-échange avait résonné d'échos trop semblables pour qu'une certaine lassitude ne se fasse pas sentir aujourd'hui. Bill Clinton promettait « *plus d'emploi et de plus hauts niveaux de vie pour le peuple américain ; un déficit limité ; des taux d'intérêts bas ; des barrières douanières réduites et de hauts niveaux d'investissement.* » De l'autre côté de la frontière le long de laquelle l'administration étasunienne commençait déjà à ériger un triple mur de béton - car la libre circulation des biens et marchandises n'implique pas, au contraire, celle des humains[13] -, le président Carlos Salinas[14] voyait dans cet accord une « *occasion unique de transformer le pays* » et la « *chance du Mexique d'entrer dans le premier monde* »[15].

Comme à l'habitude lorsqu'il s'agit de marteler les bienfaits de l'orthodoxie libérale, les médias - contrôlés par les intérêts financiers pour le bénéfice desquels les accords de libre-échange sont conçus - étaient de la fête. Dès le 1er janvier 1994, le « bureau financier » du *New York Times* s'en remettait à l'avis des « économistes », ces éminences grises de la nouvelle « science » venue de Chicago (n'a-t-elle pas d'ailleurs son prix Nobel bien à elle ?). Le lectorat du *New York Times* n'étant pas le même que celui du *Wall Street Journal* (qui se contente de savoir que les dollars sont « à portée de main »), on y flattait la bonne conscience droit-de-l'hommiste des « progressistes » américains. Les « économistes » avançaient que l'ALENA, c'était « *plus d'emplois, de plus hauts salaires pour les travailleurs mexicains, de nouveaux marchés...* ». La préoccupation des économistes pour les « *travailleurs mexicains* » sonne-t-elle faux ? Qu'à cela ne tienne ! La rédaction du *New York Times* renchérit dans son éditorial daté du 4 janvier 1994. Elle y prédit que l'ALENA amènera - « naturellement » pourrait-on ajouter -, l'accroissement des « *niveaux de vie dans toutes les régions du Mexique pour les peuples de toutes origines ethniques* ». Les médias seraient à nouveau de la partie, plus tard, pour vanter les mérites de la ZLEA. Ainsi, une étude réalisée par l'observatoire des médias étasunien Fairness and accuracy in the media (FAIR) lors du 3ème sommet des Amériques, à Québec en mai 2001 - à l'occasion duquel le projet des négociations en vue de la ZLEA fut rendu public pour la première fois[16] -, révèle qu'en avril 2001, 34 éditoriaux de la presse étasunienne soutenaient le projet de ZLEA... et aucun ne s'y opposait[17]. Plus une information est répétée, plus elle devient vraie.

« Plus d'emplois », « plus de produits moins chers », « de plus hauts niveaux de vie », tout irait donc mieux après la signature de l'ALENA en 1994... Tout était donc condamné à aller *encore* mieux après celle de la ZLEA ! Rien ne semblait pouvoir arrêter la petite musique bien réglée - peut-être un peu répétitive ? -, de l'ouverture des frontières et de la mondialisation heureuse. Rien, sauf la réalité... cet obstacle encombrant dont on se passerait bien dans les hauts lieux de la finance planétaire, permanente, immédiate et surtout immatérielle[18].

Finalement, il y a fort à parier que pour les peuples latino-américains, peut-être pas

---

[12] [NDLR] L'Accord de libre-échange nord-américain, signé en 1993 par les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, est entré en vigueur le premier janvier 1994. Consultez le dossier « **ALENA** » sur RISAL.

[13] L'opération *Guardians*, de « protection » de la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis aura, plus ou moins directement, coûté la vie à plus de 3000 mexicains depuis son lancement il y a de cela 10 ans.

[14] [NDLR] Carlos Salinas de Gortari, président du Mexique de 1988 à 1994.

[15] Cité *in* Jean-Michel Lacroix, « Les tribulations du marché unique nord-américain », *Le Monde diplomatique*, mars 1993.

[16] Rappelons que l'initiative de la ZLEA revient pourtant à George H. Bush... en 1991 !

[17] « Free trade = freedom, FTAA coverage spins pro-business as pro-democracy » *Extra !*, août 2001.

[18] Sur le concept du système PPII (planétaire, permanent, immédiat et immatériel), lire Ignacio Ramonet, *Géopolitique du chaos*, Galilée, Paris, 1997.

tout à fait aussi amnésiques qu'on l'avait imaginé à Washington, Mexico ou encore Bogotá (et ce, malgré les efforts des médias de masse qui, il faut leur reconnaître ce mérite, ne reculent devant aucun effort pour s'assurer du contraire), l'expérience de l'ALENA a suffi à faire tomber les masques du marketing libre-échangiste et à jeter la lumière sur la réalité de l'exploitation organisée « made in » Washington.

Bien sûr, certaines des promesses de l'ALENA avaient été tenues. « *Entre 1993 et 2001, le volume du commerce entre les trois pays a progressé de 116 % (de 297 milliards de dollars à 622 milliards).* »[19] Les investissements étrangers privés au Mexique étaient passés de 4,5 milliards de dollars entre 1988 et 1993 à 13 milliards entre 1994 et 2002. Les exportations du pays, qui s'établissaient à 61 milliards de dollars en 1994, elles aussi, avaient bénéficié de l'accord pour atteindre... 158 milliards en 2001[20]. L'indice de Gini[21], qui calcule les inégalités, passait de 0,43 en 1984 à près de 0,5 aujourd'hui, faisant du Mexique l'un des pays les plus inégaux du monde. Faut-il, dès lors, demander à qui profitait la « modernisation » ? Pas aux travailleurs, pour lesquels l'opération se solda par une perte nette d'emploi : dans le secteur agricole, ce furent plus de 1 700 000 emplois qui disparurent selon le Secrétariat du travail mexicain ! Il faut dire que depuis l'ALENA, le Mexique importe en grande partie les aliments qu'il produisait autrefois. Sera-t-on surpris d'apprendre que ces aliments proviennent en très grande partie... des Etats-Unis ? Ce ne sont pas moins de 78 milliards de dollars que le pays dépense pour des produits alimentaires dans le cadre de l'accord... une somme qui dépasse sa dette extérieure (environ 75 milliards de dollars). Ainsi, le Mexique, qui devait trouver de nouveaux marchés pour ses produits, a surtout trouvé de nouveaux produits pour noyer son marché interne. Le pays importe toujours plus qu'il n'exporte et sa balance commerciale affichait un déficit de... 14,5 milliards de dollars en 2003.

L'exemple du maïs est édifiant. Cette céréale, principal produit de la terre du pays (où elle occupe 60% des terres cultivables) est, typiquement, une « culture sensible » et donc susceptible d'être protégée selon les termes de l'accord. Toutefois, le gouvernement mexicain décida d'abandonner ses tarifs douaniers sur le maïs importé, déclenchant ainsi l'entrée massive de maïs étasunien[22]. Les exportations des Etats-Unis vers le Mexique allaient tripler, dans une forme de « dumping » à peine déguisé. En effet, le maïs est la céréale la plus subventionnée aux Etats-Unis, avec des aides s'élevant à 10,1 milliards de dollars en 2000... soit un budget 10 fois supérieur au budget total du Mexique pour son agriculture. De plus « *en raison de la forte productivité, les coûts de revient, aux Etats-Unis, sont en moyenne inférieurs de 68 % par rapport à ceux du Mexique !* »[23].

18 millions de paysans firent les frais de cette « ouverture » alors que les cultures vivrières disparaissaient peu à peu et que la concentration de la propriété terrienne s'accélérait férocement. De son côté, le gouvernement mexicain laissait filer

[19] Maurice Lemoine, « **Merveilles du libre-échange** », *Le Monde diplomatique*, août 2003.

[20] Lyuba Zarsky et Kevin Galagher, NAFTA foreign direct investment, and sustainable industrial development in Mexico, Americas Program, Interhemispheric Resource Center, janvier 2001 et Enrique Dussel Peters, Polarizing Mexico : The impact of lieralization strategy, Lynne Rienner Publishers, Londres, 2000, cités in Miguel Pickard, « Conséquences de l'ALENA sur le développement du Mexique », Mobilisations des peuples contre l'ALCA-ZLEA, CETIM, Genève, 2005. Sauf mention contraire, les chiffres de ce paragraphe sont tirés de ce document.

[21] « Le coefficient de Gini est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité parfaite (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien). », Mobilisations des peuples contre l'ALCA-ZLEA, op. cit.

[22] Le maïs étasunien étant de plus en grande majorité transgénique, ce mouvement favorisa l'entrée de semences dites « dominantes » dans le pays, entraînant un phénomène de contamination les variétés autochtones, de réduction la biodiversité du pays et d'accroissement de la dépendance des agriculteurs mexicains face aux semences vendues par les multinationales du son voisin du Nord.

[23] *Alternatives Sud,* « Les dessous de l'ALCA. Zone de libre-échange des Amériques », Vol. X (2003), n 1, Centre tricontinental / L'Harmattan, Louvain-la-Neuve cité *in* Maurice Lemoine, *op. cit.*

l'équivalent de 2,9 milliards de dollars en tarifs douaniers pour le maïs seulement... Heureusement, le tableau n'est pas aussi noir pour tout le monde : les deux grandes firmes mexicaines productrices de produits à base de maïs, Maesa et Minsa, « *font partie de la petite élite des gagnants de l'ALENA. Ils produisent des farines avec le maïs moins cher des Etats-Unis pendant que le prix de la tortilla augmente sans pitié, entre autres à cause de l'élimination des subventions aux produits de base du gouvernement mexicain* »[24].

Le même phénomène se produisit pour « *la viande, les fruits de climat tempéré et d'autres produits de base comme le riz, le blé, les produits laitiers, le tabac, les huiles végétales, le bétail, et même le café, alors que le Mexique demeure l'un des principaux producteurs au monde.* »[25] Ainsi, alors qu'on promettait « *un plus grand choix de produits* » à « *des prix plus bas* »[26], le prix du panier de provisions de base de la ménagère mexicaine augmenta de plus de 250% entre 1994 et 2002, alors que les producteurs ne bénéficiaient eux que d'une hausse des prix d'environ 180%.

Pour faire face à ce phénomène, les Mexicains pouvaient compter sur... des salaires réels plus bas que jamais ! Comme l'explique Noam Chomsky, le salaire minimum mexicain est aujourd'hui « *environ 20% plus bas qu'avant la signature de l'ALENA* » provoquant un exode massif de millions de gens vers les villes où ils « *représentent une main d'œuvre prête à tout, sans protection syndicale (...) ce qui représente une source de profit de plus pour les multinationales* »[27]. Aujourd'hui, plus de 30% de la population active travaille dans le secteur informel (où près de 500 000 emplois furent créés pendant le mandat de Vicente Fox, qui ne manquait pas de s'en féliciter) et, dans les campagnes, 80% de la population est pauvre... 50% extrêmement.

Si depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, 89% des exportations du Mexique vont vers les Etats-Unis, « ces dernières sont le fait de quelque 300 entreprises, en majorité filiales de multinationales américaines, auxquelles il convient d'ajouter les maquiladoras. »[28] Alors que l'industrie des « maquiladoras »[29] ne comptait que pour 14% des exportations du pays en 1980, elle en représentait presque la moitié en 2003. Notons de plus que ces « machines à exploiter » une main d'œuvre poussée à accepter des conditions de travail inhumaines, emploient aujourd'hui plus d'un million de personne, « soit presque le tiers des emplois créés dans l'industrie manufacturière »[30]. A côté de ces grands vainqueurs, ce sont 28 000 petites et moyennes entreprises qui disparaissaient en moins de dix ans[31].

Pour compléter ce tableau dont la noirceur est à la hauteur de la mauvaise foi de ceux qui vantaient - et continuent de vanter ! -, les mérites de l'ALENA, il faut rappeler que la génération de croissance économique était supposée permettre la protection de l'environnement et d'assurer de meilleures conditions de vie aux citoyens. Pourtant les prix des biens et services issus du pillage des matières premières mexicaines et de l'exploitation de sa main-d'œuvre bon marché « *n'incluent ni le coût de la détérioration de l'environnement ni les conséquences sur la santé des travailleurs et la population en général, ni les coûts de régénération des ressources naturelles* »[32].

---

[24] Miguel Pickard, *op. cit.*
[25] ibid.
[26] Voir note 10.
[27] Documentaire « Noam Chomsky on globalization », réalisé par Zach de la Rocha.

[28] Maurice Lemoine, *op. cit.*
[29] [NDLR] Les *maquilas* (ou *maquiladoras*) sont des entreprises de sous-traitance, filiales de multinationales, faisant appel à une main-d'œuvre non qualifiée. « *Maquila* » est un terme d'origine arabe signifiant « *portion de grain, de farine ou d'huile qui revient au meunier pour la mouture* ». Ce terme est invariablement associé à une précarité du travail, à une absence de libertés syndicales et de négociations, à des salaires de misère, à des journées de travail interminables et épuisantes et - il faut le souligner - à l'embauche prioritaire de femmes. Lire Jon Ander Bilbao, Olga Rocha, Magdalena Mayorga, **Nicaragua : espoirs et déceptions autour des maquilas**, RISAL, 29 septembre 2004 ; Yanina Turcios Gómez, Voyage au coeur d'une « maquila » RISAL, octobre 2002 ; Marcelo Colussi, Les maquilas en Amérique latine, RISAL, 20 juillet 2004.
[30] Alfonso Moro, « Maquiladoras et libre échange : un modèle économique et social ? », *Mobilisations des peuples contre l'ALCA-ZLEA, op. cit.*
[31] Alternatives Sud, *op. cit.*
[32] Sara Larraín, « Intégration pour le développement des peuples ou en faveur des affaires ? », *Mobilisations des peuples contre l'ALCA-ZLEA*, *op. cit.*

Les profits sont exportés, les coûts, eux, restent à la charge du Mexique. Somme toute, un bel exemple de scénario « gagnant-gagnant » à la mode libérale...
Si les Etats-Unis dans leur ensemble avaient beaucoup plus à gagner que le Mexique dans la signature de l'ALENA, les travailleurs étasuniens sont eux aussi à compter au nombre des victimes de l'accord. Mis en compétition avec la main d'œuvre mexicaine, de plus en plus exploitée, ils subirent de plein fouet le phénomène des « délocalisations » et se virent reprocher leur réticence à se « moderniser ». Comprenez : leur incorrigible volonté de s'accrocher aux derniers bastions de la protection sociale de leur pays, aux systèmes de santé, de retraites, aux minima sociaux, etc.... Un reproche que les travailleurs français connaissent bien, eux aussi.

Derrière le glacis des belles promesses non tenues puisqu'elles n'ont rien à voir avec l'objet réel de tels accords (« *discutés derrière des portes closes* »[33], sans participation populaire), l'ALENA hier et la ZLEA aujourd'hui n'ont pas pour objectif d'améliorer les conditions de vie des peuples, loin de là. Ils visent plutôt à imposer aux pays latino-américains les réformes économiques nécessaires à l'expansion des grandes multinationales, sans qu'un retour en arrière ne soit possible. Que diable ! Il fallait bien réagir à « l'ouverture démocratique » de l'Amérique du Sud que la fin des dictatures rendait plus difficile à... exploiter ! Il s'agit donc aujourd'hui de mettre en place un « effet de cliquet »[34] (en anglais *lock-in*) qui empêchera les gouvernements à venir (fussent-ils portés par un « *retour de bâton socialiste* » !) de revenir sur les mesures d'« ajustement structurel »[35] que leur imposent les accords de libre-échange : « *démantèlement des monopoles d'état dans des secteurs comme les télécommunications et les transports (...), renforcement de la protection de la propriété intellectuelle (...), réduction unilatérale des barrières à l'importation* »[36]. La liste est longue. On pourrait y ajouter : limitation des interventions publiques, fin des tentatives de développement interne de l'économie, précarisation des travailleurs, etc. Ce que Noam Chomsky résume ainsi : « *l'ouverture à l'exploitation étrangère »*[37]... principalement étasunienne.

Et l'on s'étonne que les peuples latino-américains manquent d'enthousiasme ?

Par Renaud Lambert , journaliste
http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1525

[33] ibid.
[34] L'expression est de Serge Halimi, *op. cit.*
[35] Réformes promues par le FMI selon la logique du « consensus de Washington ».
[36] Audition devant le sous-comité sur l'Hémisphère occidental du Comité sur les relations internationales de la Chambre des représentants des Etats-Unis, *op. cit.*
[37] « Noam Chomsky on globalization », *op. cit.*